



## PRISE DE POSITION

# PLF 2019 : la FIM et France Industrie demandent une baisse de la pression fiscale sur l'industrie

Auteur : Fatima SAID  
[fsaid@fimeca.org](mailto:fsaid@fimeca.org)  
01 47 17 60 32

Date de publication : 11/10/2018

Les impôts de production pèsent 80 milliards d'euros par an pour les entreprises françaises contre 10 milliards d'euros en Allemagne.

Ces impôts sont fortement concentrés sur le secteur industriel comme le constate le rapport de l'IGF (Rapport Dubief/Le Pape) et l'étude de l'Institut Rexecode du 17 mai 2018.

Cet état de fait est partagé par le Gouvernement. Le Premier Ministre, Edouard Philippe, a reconnu que *"La fiscalité de production a une dynamique plus importante et plus rapide que chez nos partenaires, ce qui constitue un frein pour l'industrie"*.

Un récent rapport de Bercy, remis au parlement, précise qu'en 2017, les locaux industriels :

- ont contribué à hauteur de 28% aux recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties payées par l'ensemble des locaux occupés par des entreprises alors qu'ils ne représentent que 3 % des locaux affectés à des activités professionnelles,
- ont acquitté 35,4 % des recettes de CFE dont 58% par l'industrie manufacturière alors qu'ils ne représentent seulement que 1,8 % des établissements assujettis à la CFE.

Sur cette base, France Industrie et la FIM s'associent pour porter deux propositions fortes, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2019, visant à :

- accroître l'abattement de 30% à 50% sur la base d'imposition de la cotisation foncière des entreprises (CFE) des bâtiments industriels. Cette mesure rejoindrait, par analogie, la suppression de la taxe d'habitation pour les particuliers.
- appliquer un abattement de 50% sur la base d'imposition de la taxe foncière des propriétés bâties des bâtiments industriels.

Ces propositions, visant à rééquilibrer la contribution des différents locaux affectés à une activité professionnelle dans la fiscalité locale, diminueraient la pression fiscale qui pénalise les entreprises exposées à la concurrence internationale.

